

Lettre ouverte du Mouvement sportif français au Président de la République

LN

Louis NEHER

Chargé du Suivi des Adhésions

SOS : SPORT EN DETRESSE

Monsieur le Président de la République,

Les acteurs associatifs, bénévoles, éducateurs sportifs, dirigeants de clubs et de fédérations, ne sont pas parmi les adeptes des coups d'éclat. Ils préfèrent s'impliquer pour qu'au quotidien se dispense le respect de la règle, des autres et de soi. C'est donc le cœur lourd mais las qu'en tant que représentants du Mouvement sportif français dans sa diversité nous nous adressons ouvertement à vous aujourd'hui car nous sommes désemparés.

Désemparés de constater que le secteur du sport fédéré, fort de son modèle social et économique unique, porteur de valeurs essentielles au tissu social républicain, ne compte visiblement pas dans les priorités d'action de notre pays en temps de crise. Il garantit pourtant l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre en même temps qu'il permet la détection et l'éclosion de talents issus de tous les milieux.

Depuis plusieurs mois, nous faisons tout notre possible pour nous adapter aux aléas et aux multiples applications divergentes et parfois contradictoires de la doctrine sanitaire sur le terrain. Nous avons établi les protocoles sanitaires les plus exigeants, validés par les Ministères tant des Sports que de la Santé ainsi que par le Haut Conseil de la Santé Publique et la Cellule interministérielle de crise. Nous les avons sans cesse améliorés pour tenir compte de la circulation accrue du virus. Nous les avons scrupuleusement mis en œuvre avec la force de l'engagement qui caractérise nos 3 millions de bénévoles et les professionnels qui les accompagnent, au premier rang desquels figurent nos « covid-managers » présents dans chaque fédération et dans la plupart des clubs.

Malgré ces efforts, nos compétitions et manifestations programmées ou reprogrammées sont annulées, souvent à la dernière minute et en raison d'une application excessive et injustifiée des mesures sanitaires par les autorités locales. Nos activités sont à l'arrêt dans de nombreux territoires, y compris des zones vertes non soumises au couvre-feu. Les décisions très disparates des Préfectures et des ARS, à situations similaires, tuent le sport à petit feu. Nous déplorons déjà plus d'un quart d'adhésions en moins, au point que de nombreux clubs se demandent aujourd'hui s'ils pourront passer l'année car plus de 80% d'entre eux, seulement animés par des bénévoles, piliers du sport amateur, restent encore aujourd'hui exclus des dispositifs d'aides prévus au plan de soutien piloté par le Ministère de l'économie.

Nous sommes désemparés aussi car, faut-il encore le rappeler, pratiquer un sport est bon pour la santé et permet de mieux résister face à l'épidémie ! La hausse de l'inactivité touche bien évidemment encore plus durement les populations déjà fragiles et nous ne pouvons que craindre, impuissants, ses conséquences encore plus désastreuses pour la santé publique demain. Vous comprendrez donc l'incompréhension qui est la nôtre de subir une stigmatisation aussi violente qu'infondée car non étayée par des éléments objectifs. Comment comprendre et expliquer pourquoi d'autres activités demeurent permises, y compris dans les zones les plus touchées par l'épidémie, mais pas la pratique du sport dans des zones pourtant plus préservées ?

Nous mesurons pleinement l'ampleur de la crise que notre pays traverse et ne souhaitons pas opposer les secteurs d'activités les uns aux autres. Nous constatons pourtant avec amertume l'absence de prise en compte des spécificités de notre secteur par un dispositif d'accompagnement approprié. Budgétairement, nous déplorons que les quelques euros promis par-ci nous soient repris par-là dans des tours de passe-passe indignes et humiliants. Nous vous adressons aujourd'hui ce SOS, Monsieur le Président, afin que nous retrouvions la considération que nous pouvons espérer et l'accompagnement que nous pensons mériter.

Alors que se prépare l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, il nous semble que la priorité doit être de préserver nos capacités à nous tourner collectivement vers l'avenir. Comme vous l'avez indiqué, notre société va devoir vivre avec le virus. Nous devons donc vivre avec lui tant qu'il n'aura pas été vaincu mais ne voulons pas disparaître avant lui.